

Investir au mieux dans les études de vos enfants

PAR MARY VAKARIDIS Selon les situations, les charges peuvent aller du simple au quintuple. Mais la solution la plus chère n'est pas forcément la meilleure pour un CV. Conseils.



En Suisse, 12% des étudiants bénéficient de subsides d'études.

PHOTOS: ALESSANDRO DELLA BELLA/ETH ZÜRICH, DR



LA PÉRIODE DE FORMATION constitue une étape cruciale pour la carrière de chacun. La famille est étroitement associée aux choix liés à l'orientation professionnelle d'un jeune, ne serait-ce que pour des questions d'argent. Car dans l'immense majorité des cas, ce sont les parents qui financent une grande partie, voire l'entier, des études de leurs enfants. Les décisions concernant les filières et les institutions seront donc le résultat d'une concertation intergénérationnelle. Dès lors, pour parler en termes économiques, comment faire usage des fonds disponibles afin d'obtenir le meilleur retour sur investissement? Les solutions les plus chères sont-elles forcément les meilleures? Quel impact va avoir le nom des institutions suivies sur la réussite future du diplômé? Voilà les questions que nous allons tirer au clair avec l'aide de différents experts.

D'emblée, une évidence s'impose. La combinaison la plus fructueuse et la plus économique pour les jeunes habitant dans des cantons universitaires, c'est bien sûr d'étudier à proximité en vivant chez leurs parents. Tout d'abord parce que nos écoles sont synonymes d'excellence. «Les institutions helvétiques sont reconnues parmi les meilleures au monde, affirme Raphael Asseo, directeur chez Michael Page à Genève. Ici, les études sont exigeantes et élitistes. En comparaison internationale, la Confédération helvétique compte une faible proportion de diplômés universitaires.» Au Département de l'emploi et de la santé du canton de Genève, la porte-parole Catherine Santoru souligne l'excellente réputation de l'Université de Saint-Gall pour les sciences économiques. Un étudiant romand qui présente un master, effectué en allemand, dans cette institution de renommée internationale peut d'emblée prétendre aux meilleurs postes. Obtenir un diplôme helvétique évite en

outre de devoir passer des équivalences afin d'exercer en Suisse. Financées essen-

**«SANS AUTRE SOURCE
DE FINANCEMENT,
UN ÉTUDIANT DE L'UNIL
DOIT GAGNER AU MOINS
1900 FR. PAR MOIS
POUR ÊTRE AUTONOME»**

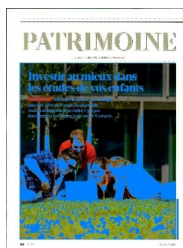
tiellement par l'Etat, nos institutions académiques figurent en outre parmi ce qu'il y a de meilleur marché au monde. Un semestre d'écolage coûte en Suisse entre 500 et 650 francs dans les universités et dans les Ecoles polytechniques fédérales de Lausanne et Zurich.

Jusqu'à 30 000 francs par an

Passons aux frais à prévoir. D'après une estimation établie par l'EPFL, il faut compter pour un étudiant vivant sous le toit parental quelque 13 200 francs par an (écolage, nourriture, assurance, frais divers). Si l'étudiant s'établit ailleurs, la facture s'alourdit de 9000 francs (voir page 61). Le logement constitue le poste le plus lourd du budget. Selon l'OFS (Office fédéral de la statistique, 2017), les trois quarts des étudiants exercent une activité rémunérée durant leurs études. Plus d'un tiers de l'échantillon total (36%) affiche un taux d'occupation grim pant jusqu'à 20%.

A l'Université de Lausanne (UNIL), on table sur un budget de référence de 20 500 fr. par an. «Sans aucune autre source de financement, un étudiant doit gagner au moins 1900 fr. par mois pour être autonome», indique Cédric Rychen, chef du Services des affaires sociales de l'UNIL. A Genève, où le coût de la vie est sensiblement plus élevé, le Pôle social et santé de l'Université de la Cité de Calvin établit une facture totale de 30 000 francs par an.

«L'OFS observe que la population estudiantine a grandi pour la majorité



dans des milieux favorisés et bénéficie du soutien financier des parents. Mais nous constatons qu'une part non négligeable d'étudiants provient désormais de milieux défavorisés. Pour cette population, les études universitaires ne vont pas sans difficultés ni sacrifices pour les jeunes et leur famille», relève Cédric Rychen.

Séjourner à l'étranger, un atout

Coût supplémentaire à envisager: un séjour à l'étranger durant la formation.



Les institutions suisses, pour Raphael Asseo, «sont parmi les meilleures au monde».

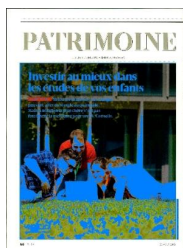
Cette ligne sur le CV passe aujourd'hui pour un must. «Il peut s'agir d'un échange avant d'obtenir la maturité, d'une expérience en tant qu'étudiant ou encore d'un MBA effectué hors de Suisse. L'expérience à l'étranger témoigne de la capacité de sortir de sa zone de confort, d'une volonté d'émancipation et d'une certaine débrouillardise. Elle valide aussi des compétences acquises en langue», observe Raphael Asseo. Lorsqu'il faut décrocher un premier job, afficher un épisode de vie en colocation et la confrontation avec des

administrations étrangères constituent un plus.

Or, selon l'OFS, 52% des étudiants excluent d'emblée cette possibilité. Seul un jeune sur dix se montre effectivement mobile durant ses études. «En Suisse, l'Etat soutient moins la mobilité étudiante qu'ailleurs. La France, l'Espagne et les pays scandinaves offrent par exemple un sponsoring étatique aux jeunes qui s'expatrient durant leur formation. Ici, cette option reste bien souvent du ressort privé et dépend de l'implication directe de la personne concernée et de son entourage», constate Raphael Asseo.

Parmi les jeunes qui s'expatrient, la moitié fait un séjour à l'étranger dans le cadre d'Erasmus ou d'un programme de l'Union européenne. C'est la famille qui finance le séjour dans 51% des cas. «Tout étudiant de l'UNIL qui part en échange reçoit une bourse universitaire dont le montant va de 1500 francs pour l'Union européenne à 2500 francs pour les destinations extra-européennes. Exempté de taxes dans son université d'accueil, l'étudiant bénéficie en outre d'une réduction des taxes d'étude à l'UNIL», complète Cédric Rychen. Tout étudiant peut en plus prétendre à un complément de bourse de mobilité auprès des instances concernées afin de l'aider à compléter son budget.

A l'EPFL, les étudiants peuvent faire un échange en Europe dont les coûts varient entre 12 000 et 21 600 francs, selon des sondages menés auprès des étudiants. «Je vais effectuer un projet de master à Stanford pour une durée de six mois», rapporte Noémie (prénom d'emprunt). Française étudiante à l'EPFL, Noémie a bénéficié d'une bourse EPFL-Wish qui soutient les jeunes femmes désireuses d'entreprendre un projet de master à l'étranger. Pouvoir faire figurer le nom de la fameuse université californienne sur un CV constitue un atout incontestable



dans un début de carrière scientifique. Et un puissant tremplin grâce aux relations nouées sur place. Dans les détails, Noémie doit payer les frais d'écologie pour un semestre à l'EPFL, plus ceux de Stanford pour la même période qui s'élèvent à 7000 francs. A cela s'ajoutent les frais de la vie courante aux Etats-Unis. «La bourse couvre mes frais d'écologie à Stanford mais pas les coûts du séjour. Elle présente à mon avis un bon rapport qualité-prix pour vivre une expérience à Stanford car je n'aurais jamais pu financer des études dans un établissement américain au prix astronomique de 1000 dollars par mois.»

Un cursus complet à l'étranger demande en effet d'importantes ressources. Entre les frais d'écologie et les coûts liés au logement, une année effectuée dans une université étrangère coûte en moyenne

100 000 francs. Aux Etats-Unis, les écologies grimpent à 60 000 francs par an et, en Grande-Bretagne, à 10 000 francs.

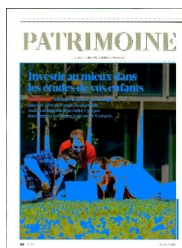
Choisir un cursus valorisant

Spécialisée dans les universités chez la société de conseil Educom, Aurélie Panchaud commente: «Nous enregistrons une nette augmentation de la demande dans le créneau des cursus effectués à l'étranger.» Les universités plus prestigieuses du monde sont celles de l'Ivy League, aux Etats-Unis (Brown University,

**TOUS FRAIS COMPRIS,
UNE ANNÉE EFFECTUÉE
DANS UNE UNIVERSITÉ
ÉTRANGÈRE
COÛTE EN MOYENNE
100 000 FRANCS**



Un diplôme délivré par l'Université Stanford: un atout incontestable sur un CV.



Columbia, Cornell, Dartmouth, Harvard, Princeton, Yale, University of Pennsylvania), ainsi que Cambridge et Oxford au Royaume-Uni. «Ces universités acceptent à peine 10% des candidatures qu'elles reçoivent. Même en étant exceptionnellement doué au niveau académique, ainsi que reconnu au niveau national en sport ou en art, l'étudiant a des chances minimales d'y être admis, prévient Aurélie Panchaud. Au lieu de s'engager dans un processus long et coûteux plus qu'incertain, la famille peut faire un choix plus réaliste, en fonction du profil de l'étudiant. C'est là que nous aidons nos interlocuteurs à cibler les bonnes universités parmi les 4500 que comptent par exemple les Etats-Unis.»

Les cursus helvétiques se révèlent très scolaires et demandent une grande capacité d'autonomie. Anticipant un besoin d'encadrement chez leurs enfants, certains parents recherchent souvent des institutions à l'étranger qui correspondent davantage à la psychologie de leur descendance. Mais attention, les professionnels du recrutement connaissent les dessous de certains choix. L'Université de Floride du Sud Saint-Petersbourg (USFSP) est par exemple répertoriée comme une option prisée des recalés des HEC helvétiques.

Il faut en outre cibler les universités en fonction des résultats de l'étudiant. Avec un 4,5 sur 6 de moyenne, il est illusoire de convoiter une bonne université en Angleterre où l'exigence est de 5, au

BUDGET INDICATIF POUR UN ÉTUDIANT À L'EPFL

Frais de scolarité	1266.- / 12 mois
Matériel	1200.- / 12 mois
Logement	9000.- / 12 mois
Nourriture (20.-/jour)	7200.- / 12 mois
Habits et effets personnels	1800.- / 12 mois
Assurance maladie	1080.- / 12 mois
Transports (abonnement bus)	720.- / 12 mois
Divers (téléphone, internet, billag, loisirs)	1800.- / 12 mois

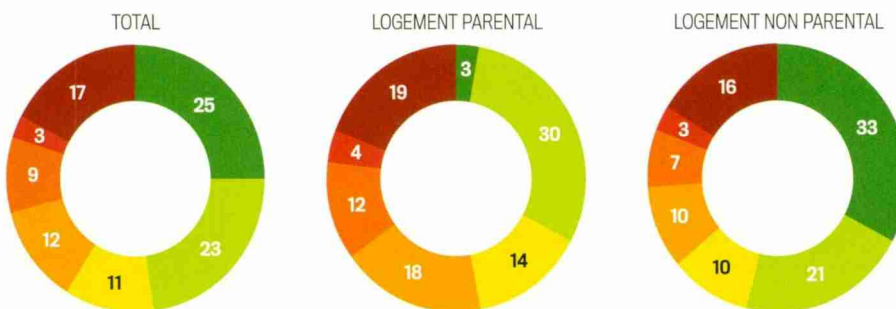


Total:
24 100
francs par an

LE LOGEMENT EST LE POSTE LE PLUS ÉLEVÉ

PROPORTION DES POSTES DE DÉPENSES DES ÉTUDIANTS SELON LE MODE DE LOGEMENT, EN %

■ Logement ■ Nourriture et habits ■ Dépenses d'études ■ Santé ■ Transports ■ Communication ■ Autres



Sources: EPFL, OFS - SSEE 2016



minimum. Aurélie Panchaud reprend: «Monter un dossier est un exercice compliqué car une lettre de motivation répond à des critères complètement différents en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.» Le Canada, l'Australie et l'Espagne représentent aussi des destinations recherchées. Quant aux Pays-Bas, ils enregistrent une demande en hausse. Aurélie Panchaud détaille: «L'enseignement y est dispensé en anglais et l'approche pédagogique est beaucoup plus pragmatique qu'en Suisse. Les étudiants travaillent beaucoup sur des situations concrètes.»

Droit, médecine, sciences...

Afin de s'ouvrir des débouchés internationaux avec une formation en droit, il est avisé d'effectuer un LL.M (Master of Laws) de droit international dans un pays du Commonwealth car ces anciens territoires de l'Empire britannique appliquent le droit anglo-saxon. Ce titre donne accès à des emplois dans la plupart des compagnies internationales. Pour ce qui est d'exercer en tant qu'avocat, ce n'est possible que sur le lieu où l'on a passé le barreau. Raphael Asseo ajoute: «Dans le domaine de la fiduciaire, on peut obtenir en deux ans à l'étranger un CPA (Certified Public Accountant) qui permet d'exercer dans toute société dont les comptes sont consolidés selon les normes US-GAAP.»

Du côté de la médecine, l'exil universitaire concerne surtout les étudiants qui ont échoué en Suisse et tentent leur chance à l'étranger. «Les universités des pays de l'Est s'avèrent très attrayantes dans ce cas de figure», constate Aurélie Panchaud. Du côté des forts en thème, le graal est de terminer ses études de médecine

en Suisse puis de consacrer six mois à une année pour obtenir l'équivalence de diplôme aux Etats-Unis abrégée USMLE (United States Medical Licensing Examination). Un parcours qui ouvre la possibilité de carrière dans les institutions les plus renommées du monde. Autre voie royale: un diplôme EPFL suivi d'un postgrade au MIT (Massachusetts Institute of Technology), aux Etats-Unis.

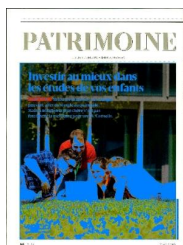
La réputation de l'université ne suffit pas

Néanmoins, aussi bonne soit-elle, la réputation de l'université ne fait pas tout dans un dossier de candidature. Raphael Asseo nuance: «Pour le recruteur, le premier critère de qualité reste que le candidat soit allé au terme d'un cursus et en retire un diplôme, loin devant la renommée des institutions fréquentées. Un CFC d'apprentissage de même qu'un examen réussi dans une HES (haute école spécialisée) valent mieux que des études HEC terminées sans bachelor ni master.

Le fait de tout réussir rapidement, c'est-à-dire de suivre une «fast track», ou d'être une personnalité considérée à haut potentiel n'est pas un sésame. Le plus important, c'est de démontrer de la maturité et du recul.»

Et puis, gardez en tête que plus que les connaissances acquises durant les études, c'est le réseau constitué durant cette époque qui va jouer un rôle crucial durant toute une carrière.

Ces quinze dernières années, des associations d'anciens ont été fondées dans la plupart des établissements helvétiques sur le modèle anglo-saxon. Adhérer aux alumni de son école est un réflexe judicieux. ■



TROUVER UN SOUTIEN FINANCIER

BOURSES ET PRÊTS En Suisse, les étudiants sont quelque 12% à bénéficier de subsides d'études. Les services cantonaux des bourses d'études sont responsables pour toutes les questions en rapport avec le financement de la formation. Ils disposent aussi des adresses de fondations et de fonds privés proposant un soutien. La Confédération ou la commune de domicile accordent des moyens dans certains cas. Nombre de fondations et de fonds privés soutiennent également les étudiants à des conditions précises. Une liste de ces instances est disponible à l'adresse internet dfi.admin.ch. Certaines institutions de formation accordent elles-mêmes des bourses pour favoriser l'accueil dans un établissement étranger. La même règle est valable partout: renseignez-vous auprès des services concernés. Les aides sont très diverses de nature et non centralisées. Certains étudiants doivent néanmoins se tourner vers des prêts bancaires qu'il faudra rembourser, contrairement aux bourses. La plupart des établissements proposent ce type de crédit à des taux préférentiels. La Banque Cantonale du Valais offre par exemple un prêt formation au taux préférentiel de 2,75% (+0,25 % de commission trimestrielle). Surtout, ne cédez pas à la tentation de souscrire un prêt auprès d'établissements de petit crédit qui pratiquent des taux prohibitifs de 8% et plus.

COMBIEN COÛTE UN SÉJOUR LINGUISTIQUE?

LANGUES ÉTRANGÈRES De nos jours, la maîtrise de l'anglais va de soi et l'allemand constitue un sérieux plus. Dans les grandes lignes, le coût d'une année de séjour linguistique (36 semaines) débute autour de 8000 francs et peut aller au-delà de 30 000 francs. Avec de bonnes connaissances préalables en anglais ou en allemand, il est possible d'obtenir un diplôme niveau C2 (le plus élevé) après deux semestres d'études. «Les prix vont dépendre de la formule choisie, ainsi que de la destination», indique Jessica Monnet, responsable d'agence chez Boa Lingua, société de conseil représentant plus de 300 écoles dans le monde. L'Irlande, Malte, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud constituent ainsi d'intéressantes solutions alternatives à l'Angleterre ou aux États-Unis. Le type d'hébergement joue évidemment un rôle dans les coûts (famille d'accueil, sur un campus, en logement privé ou encore au pair). Les prix vont du simple au double si l'école se situe en plein centre d'une métropole ou dans une petite ville de la campagne anglaise. «Un cours intensif avec des leçons privées sur une courte période donne d'excellents résultats», reprend Jessica Monnet. Bien sûr, plus c'est intensif, plus c'est cher. A ce titre, il existe une formule «One to one» sur deux semaines en moyenne, avec hébergement chez le professeur de langue. Un module extrêmement efficace.